



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/RES/47/125
22 février 1993

Quarante-septième session
Point 97 b de l'ordre du jour

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

[sur le rapport de la Troisième Commission (A/47/678/Add.2)]

47/125. Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 32/127 du 16 décembre 1977 et toutes ses résolutions ultérieures concernant les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme, en particulier ses résolutions 45/167 et 45/168 du 18 décembre 1990,

Rappelant également que, dans sa résolution 45/167, elle a invité le Secrétaire général à lui présenter un rapport sur l'état des arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme, lors de sa quarante-septième session, en y incluant les suites données à ladite résolution,

Prenant note de la résolution 1992/52 de la Commission des droits de l'homme, en date du 3 mars 1992, concernant les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme 1/,

Ayant à l'esprit les résolutions pertinentes de la Commission des droits de l'homme relatives aux services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, dont la plus récente est la résolution 1992/80, en date du 5 mars 1992 1/,

1/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1992, Supplément n° 2 (E/1992/22), chap. II, sect. A.

/...

Rappelant les résolutions de la Commission des droits de l'homme 1989/50 du 7 mars 1989 2/, 1990/71 du 7 mars 1990 3/, 1991/28 du 5 mars 1991 4/ et prenant note de la résolution 1992/40 de la Commission, en date du 28 février 1992 1/, relatives aux arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général 5/,

Accueillant avec satisfaction les progrès réalisés à ce jour dans la promotion et la protection des droits de l'homme au niveau régional, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales régionales,

Réaffirmant que les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme peuvent apporter une contribution majeure à la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales et que l'échange d'informations et de données d'expérience dans ce domaine entre régions au sein du système des Nations Unies peut être amélioré,

Considérant que les instruments régionaux devraient compléter les normes universellement acceptées en matière de droits de l'homme et que les présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ont noté au cours de leur troisième réunion, tenue à Genève du 1^{er} au 5 octobre 1990, que certaines contradictions entre les dispositions des instruments internationaux et celles des instruments régionaux risquaient de susciter des difficultés d'application 6/,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général 5/;

2. Note avec satisfaction que le Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat continue à mener des activités de coopération et d'assistance en vue de renforcer encore les arrangements régionaux existants et les mécanismes régionaux de promotion et de protection des droits de l'homme, en particulier dans le domaine des services consultatifs et de l'assistance technique, de l'information et de l'éducation, pour faciliter l'échange d'informations et de données d'expérience de toute nature dans le domaine des droits de l'homme;

3. Note également avec satisfaction à cet égard que le Centre pour les droits de l'homme a étroitement collaboré à l'organisation de cours de formation et d'ateliers régionaux et sous-régionaux dans le domaine des droits de l'homme, notamment à l'organisation des plus récents, qui ont eu lieu à Barcelone, à Brasilia, au Caire, à Caracas, à La Valette, à Paris, à San Remo, à Santiago, à Téhéran et à Windhoek, dont le but est de mieux faire comprendre

2/ Ibid., 1989, Supplément n° 2 (E/1989/20), chap. II, sect. A.

3/ Ibid., 1990, Supplément n° 2 et rectificatifs (E/1990/22 et Corr.1 et 2), chap. II, sect. A.

4/ Ibid., 1991, Supplément n° 2 (E/1991/22), chap. II, sect. A.

5/ A/47/502.

6/ Voir A/45/636, annexe.

les questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans les différentes régions, d'améliorer les procédures et d'étudier les différents systèmes de promotion et de protection des normes universellement reconnues en matière de droits de l'homme;

4. Souligne l'importance du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et invite à nouveau tous les gouvernements à envisager d'utiliser la possibilité qu'offre l'Organisation des Nations Unies d'organiser, dans le cadre de ce programme, des cours d'information et/ou de formation au niveau national, à l'intention du personnel gouvernemental concerné, sur l'application des normes internationales dans le domaine des droits de l'homme et l'expérience acquise par les organismes internationaux compétents;

5. Invite les Etats des régions où il n'existe pas encore d'arrangements régionaux dans le domaine des droits de l'homme à envisager de conclure des accords visant à mettre en place, dans leurs régions respectives, des mécanismes régionaux appropriés pour la promotion et la protection des droits de l'homme;

6. Prie le Secrétaire général de continuer, comme il est prévu dans le plan à moyen terme pour la période 1992-1997 7/, à renforcer les échanges entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations intergouvernementales régionales qui s'occupent de droits de l'homme et, à cet égard, note avec satisfaction que le Centre pour les droits de l'homme continuera d'organiser des ateliers et des cours de formation nationaux, régionaux et sous-régionaux pour les fonctionnaires qui s'occupent de l'administration de la justice et de l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et que l'on compte qu'un plus grand nombre de pays de toutes les régions du monde établiront des relations de coopération et d'assistance avec le Centre, en fonction de leurs besoins particuliers;

7. Invite les organisateurs des rencontres régionales destinées à préparer la Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui se tiendra en 1993 à favoriser la ratification des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et l'adhésion à ces instruments ainsi que l'application des normes universellement reconnues en matière de droits de l'homme;

8. Accueille avec satisfaction la recommandation des présidents ou représentants des organes de l'Organisation des Nations Unies créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme tendant à ce que, durant la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, ils rencontrent éventuellement les présidents ou représentants de chacune des principales organisations et institutions régionales s'occupant des droits de l'homme 8/, et prie le Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme d'étudier la possibilité de tenir une telle réunion;

7/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément n° 6 (A/45/6/Rev.1), vol. II.

8/ Voir A/47/628, par. 80.

9. Prie la Commission des droits de l'homme de continuer à prêter une attention particulière aux moyens les plus appropriés d'assister, sur leur demande, les pays des différentes régions dans le cadre du programme de services consultatifs et de faire, le cas échéant, les recommandations pertinentes;

10. Prie le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa quarante-neuvième session, un rapport sur l'état des arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme, en y incluant les suites données à la présente résolution;

11. Décide de poursuivre l'examen de cette question à sa quarante-neuvième session.

92^e séance plénière
18 décembre 1992